

Il souffle un vent mauvais sur la France

Il souffle un vent mauvais sur La France. L'idéologie de l'extrême-droite, son vocabulaire, ses attaques discriminatoires et racistes, son obsession identitaire sont toujours plus relayées par le gouvernement et la droite. Le cours suivi par le gouvernement établit un climat dangereux, dans lequel certains groupes d'extrême-droite se sentent autorisés à agir en toute impunité

Cela se fait au moyen de lois liberticides et discriminatoires qui organisent une société de surveillance généralisée, de privation de liberté d'informer, de restrictions des libertés associatives.

A ces lois s'ajoutent des campagnes odieuses. C'est le cas de la chasse aux sorcières déclenchée par la ministre Frédérique Vidal dans universités au nom d'un soi-disant islamo-gauchisme.

C'est pour réagir à ces attaques, qu'en mars, nous avons lancé un premier appel.

Depuis, la situation n'a pas cessé de s'aggraver. Le syndicat UNEF a notamment été attaqué par plusieurs ministres au prétexte de groupes de paroles internes. La droite a réclamé sa dissolution sans que le gouvernement n'y trouve vraiment à redire.

Comme on pouvait s'y attendre, la majorité de droite du Sénat s'est engouffrée dans la brèche ouverte en durcissant encore les lois « sécurité globale » et « séparatisme ».

Dans ce climat, de groupuscules violents d'extrême-droite transforment ces paroles en actes : des identitaires néo-nazis ont attaqué la librairie « la plume noire » à Lyon ; des militants d'Action Française ont pénétré dans l'hémicycle du Conseil régional d'Occitane pour s'en prendre à des élus de gauche avec une banderole « islamo-gauchistes, traîtres à la France ».

Dans ce contexte, aucune organisation ne peut se croire à l'abri.

C'est la raison pour laquelle nous avons lancé un nouvel appel ce soir à toutes les organisations de gauche et écologiques afin de réagir et agir dans l'unité.

Malgré les invitations, EELV, le PCF et le PS n'ont pas voulu participer à ces échanges unitaires. Cette absence n'est pas à la hauteur de la situation.

Pour autant, notre objectif reste plus que jamais d'aider à la construction d'un front des libertés le plus large possible, pour la levée de toutes les mesures liberticides prises par le gouvernement . Nous appelons à toutes les initiatives proposées sur ce terrain par les associations et syndicats dont le rassemblement ce jeudi de 12 à 14h devant le Sénat et les préfectures.

En conclusion, nous avons décidé de proposer de rencontrer ces associations, syndicats, collectifs dans le but d'une réunion large avant le mois de mai et en vue d'un printemps des libertés qui est toujours plus nécessaire.

Le 7 avril 2021

Ensemble!, GDS, Génération.S, LFI, NPA, PEPS, POID, UCL.